

Observatoire économique de Normandie

2025

Édito	3
Chiffres clés - productions animales	4
Chiffres clés - productions végétales	5
Production laitière	6
Viande porcine	8
Viande bovine	10
Cultures céréalières	12
Cultures industrielles	14
Volailles	16
Lexique et source	18



L'agriculture est au cœur de l'identité normande. Elle façonne les paysages, structure les territoires et demeure un pilier de l'économie régionale. En un demi-siècle, elle a profondément évolué : les exploitations sont devenues plus grandes, plus techniques, plus performantes. Cette transformation s'est opérée dans un contexte en mutation permanente, obligeant les agriculteurs à s'adapter sans cesse, à innover, à anticiper.

Parmi les défis actuels, l'adaptation au changement climatique est désormais centrale. Sécheresses, inondations, épisodes gélifs ou de grêle : ces aléas deviennent la norme. Face à eux, les exploitants normands s'engagent dans la recherche de systèmes plus résilients, plus sobres et mieux ajustés aux nouvelles réalités climatiques.

Autre enjeu majeur : le renouvellement des générations. Un tiers des chefs d'exploitation approche de la retraite. Accompagner les jeunes dans leurs projets d'installation, renforcer l'attractivité du métier et assurer la transmission des exploitations sont autant de conditions à réunir pour maintenir une agriculture vivante, moderne et dynamique.

Face à ces défis économiques, environnementaux et humains, les **Cerfrance de Normandie** réaffirment leur engagement de proximité. Forts de notre ancrage territorial, nous accompagnons les exploitants au quotidien pour faire émerger des trajectoires durables, équilibrées et performantes.

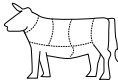
C'est dans cette dynamique que s'inscrit l'**Observatoire économique de Normandie**. Il propose une lecture précise, objectivée et accessible de la situation des exploitations. À destination des décideurs publics et des acteurs territoriaux, il constitue un outil d'aide à la compréhension et à l'action, au service d'une agriculture normande tournée vers l'avenir.

Emmanuel GAUTIER, Président de Cerfrance Normandie-Maine et Président de Cerfrance Orne
François DAVID, Président de Cerfrance Normandie-Ouest
Agnès PETIT, Présidente de Cerfrance Seine-Normandie



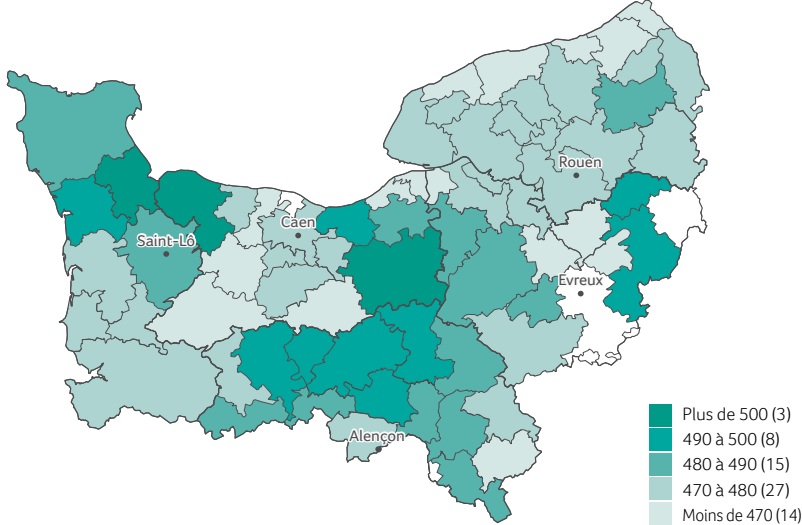
CHIFFRES CLÉS

■ Productions animales (prix moyens en 2024)

Lait / 1 000 L	Vaches laitières / tête	Vaches allaitantes / tête	Porcs charcutiers / tête
479 € 	1 380 € 	2 170 € 	203 € 
- 2 %*	- 5 %*	+ 3 %*	+ 4 %*

*Évolution sur un an

■ Prix moyen du lait par EPCI sur la campagne 2024/2025 (€/1 000 L)



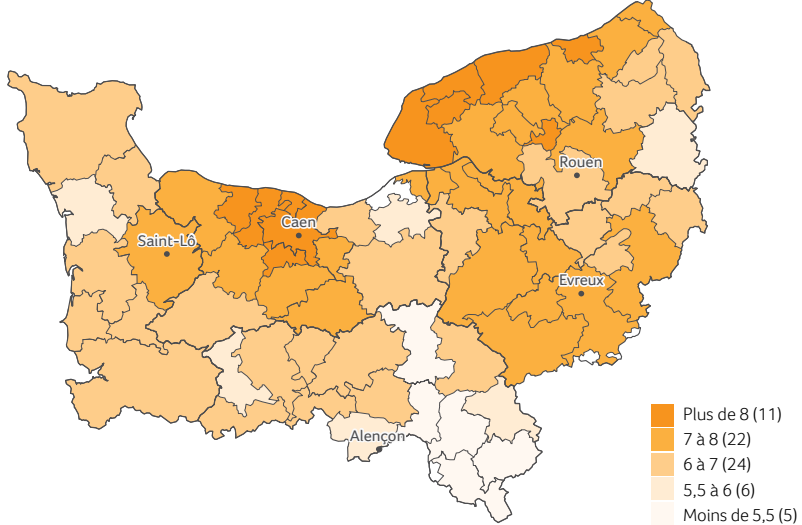
Pour des raisons de confidentialité et de consolidation des données, seuls sont retenus les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI – géographie au 1^{er} janvier 2025) avec un nombre d'exploitations suffisant (à partir de 4), d'où les zones grises sur certains EPCI normands.

■ Productions végétales

Blé / T		Colza / T	
Récolte 2024 190 € 	Récolte 2023 214 € 	Récolte 2024 462 € 	Récolte 2023 451 € 
- 11 %*		+ 2 %*	

*Évolution sur un an

■ Rendement moyen du blé par EPCI sur la récolte 2024 (T/ha)



Pour des raisons de confidentialité et de consolidation des données, seuls sont retenus les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI – géographie au 1^{er} janvier 2025) avec un nombre d'exploitations suffisant (à partir de 4), d'où les zones grises sur certains EPCI normands.

PRODUCTION LAITIÈRE

1 297 exploitations en production laitière spécialisée - clôtures d'avril 2024 à mars 2025

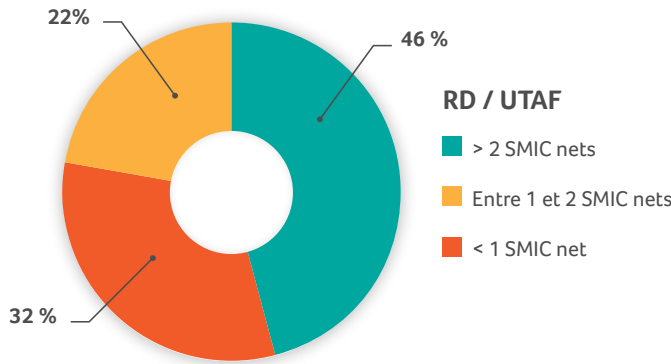
	2,37 UTH	↔	+ 1 %
	308 829 L de lait produit / UTH	↔	+ 2 %
	124 ha de SAU	↔	+ 1 %
	dont 99 ha de surface fourragère	↔	+ 2 %
	7 404 L de lait produit / ha SFP	↔	+ 1 %
	102 vaches laitières	↔	+ 2 %
	718 897 L de lait vendu	↗	+ 3 %
	Prix de vente du lait : 486 € / 1 000 L	↔	- 1 %
	Valeur ajoutée / produit brut : 34 %	↔	- 2 pts
	Revenu disponible / UTAF : 33 655 €	↘	- 28 %
	Capital d'exploitation / UTH : 385 446 €	↗	+ 3 %
	Taux d'endettement : 57 %	↔	=
	Trésorerie nette globale : 25 934 €	↘	- 14 %
	Fonds de roulement / mois de dépenses : 3,29	↔	- 0,3 mois

Pour les exploitations spécialisées, la hausse du lait vendu s'accroît (+ 3 % sur un an). La productivité du travail dépasse désormais 300 000 litres par actif. La hausse des volumes se fait par une intensification des systèmes avec 7 400 l. de lait par ha de surface fourragère et 7 200 l. de lait produits par vache.

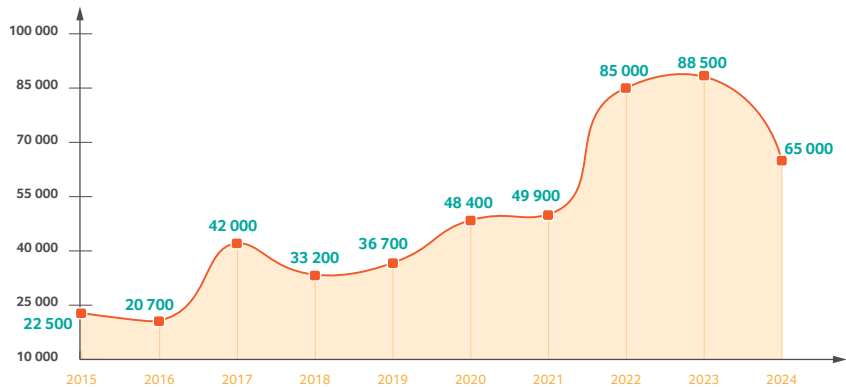
Pour la campagne se terminant en mars 2025, la date de clôture comptable moyenne se situe à fin juillet 2024. A cette date, le prix du lait est payé en moyenne 486 € / 1 000 l. Il baisse de 6 € / 1 000 l. en un an.

Sur cette période, les charges opérationnelles (aliments et engrais) sont globalement stables, avec deux situations à différencier. Pour les clôtures liées à la récolte 2023 (43 % de l'échantillon), hausse des engrais et stabilisation des aliments. Pour les clôtures liées à la récolte 2024, baisse des engrais et des aliments. Dans l'ensemble, la marge brute lait a un impact positif sur le résultat (+ 10 € / 1 000 l.). Mais l'impact négatif des 25 ha de cultures de vente est plus fort (hausse des engrais sur la récolte 2023 et faibles produits céréales sur la récolte 2024). Les charges de structure sont encore en forte hausse (+ 7 %). Globalement, le revenu disponible des éleveurs laitiers se réduit significativement.

Dispersion des exploitations selon le revenu disponible par UTAF en 2024



Résultat d'exploitation moyen (en € courants/année)



Perspectives 2025

La dynamique laitière internationale est positive en 2025, tant au niveau de la production que pour les échanges. Les marchés mondiaux restent contrastés : très bonne valorisation du beurre, alors que les protéines laitières sont à la peine. L'UE stabilise sa production laitière. Alors que la France souffre d'une décapitalisation structurelle, la Normandie confirme son dynamisme laitier par une légère croissance des volumes collectés.

En Normandie, les clôtures du printemps 2025 liées à la récolte 2024 obtiennent des marges brutes lait en nette hausse (+ 30 à 50 € / 1 000 l.). Les facteurs positifs se cumulent : hausse du prix du lait et de la viande, et baisse des coûts alimentaires. Mais les mauvaises performances des céréales réduisent les résultats finaux.

Les résultats pour l'année civile 2025 sont encore incertains. Le prix du lait pourrait franchir le seuil historique des 500 € / 1 000 l. grâce à sa bonne valorisation sur les marchés des produits de grande consommation (PGC) en France et en Europe. Les prix de la viande sont orientés à la hausse. Les engrais (récolte 2025) ont légèrement baissé et les aliments suivent la même direction. Sauf accident lors de la récolte 2025, les perspectives sont donc optimistes. Les enjeux pour les éleveurs (et la filière) : maintenir le prix du lait au plateau haut actuel, maîtriser l'évolution des charges tant opérationnelles que de structure ; et trouver des solutions pour alléger la pression du travail.

VIANDE PORCINE

49 exploitations - clôtures de janvier à décembre 2024

	3,74 UTH		+ 8 %
	dont 2,35 UTH salariées		+ 12 %
	77 ha de SAU		+ 2 %
	dont 63 ha de cultures de vente		+ 2 %
	242 truies présentes		- 3 %
	5 448 porcs gras vendus		- 3 %
	Prix du porc charcutier :		+ 4 %
	205 € / tête		
	Valeur ajoutée / produit brut : 28 %		- 2 points
	Revenu disponible / UTAF : 91 911 €		- 39 %
	Capital d'exploitation / UTH : 408 553 €		- 8 %
	Taux d'endettement : 54 %		- 3 points
	Trésorerie nette globale : 64 791 €		+ 530 %
	Fonds de roulement / mois de dépenses : 3,97		- 0,2 mois

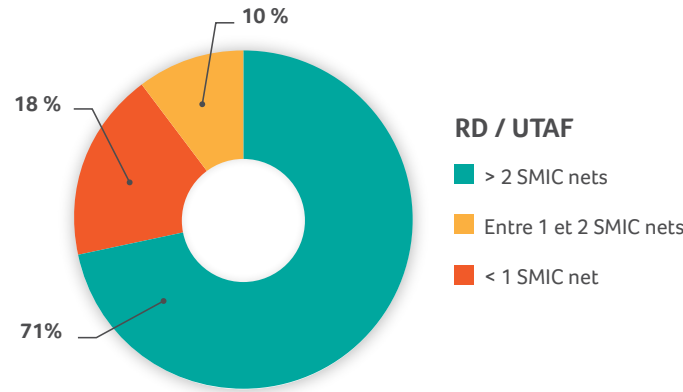
Après une année particulièrement favorable, l'année 2024 marque un recul du résultat économique des exploitations porcines normandes. Le prix moyen des porcs charcutiers progresse de 4 %, atteignant 205 € par tête et la charge « aliments » baisse de 9 %... mais cela ne suffit pas à maintenir le niveau de performance précédent.

Le nombre de porcs gras vendus diminue de 3 %, tout comme celui de truies présentes, tandis que la main-d'œuvre continue de croître (+ 8 % pour les UTH, + 12 % pour les UTH salariées). La surface agricole utile progresse légèrement, de pair avec les cultures de vente.

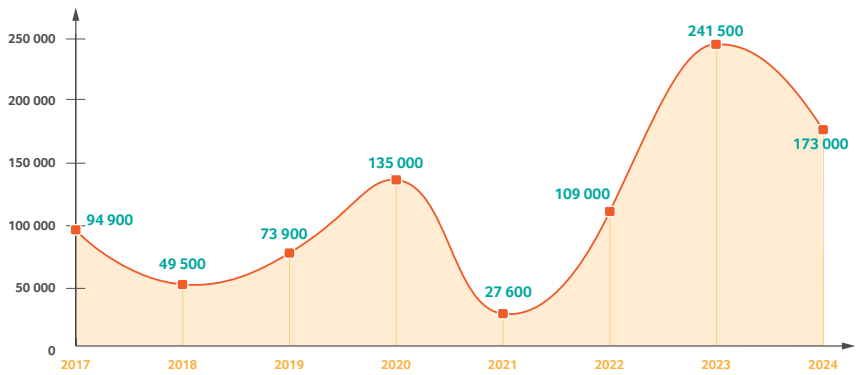
Malgré la hausse du prix de vente, la valeur ajoutée recule de 2 points, pour s'établir à 27,5 % du produit brut. Le résultat d'exploitation moyen baisse de 29 %, passant de 241 500 € à 173 900 €, mais reste à un niveau remarquable. Après une année 2023 exceptionnelle, le revenu disponible par UTAF diminue fortement (- 39 %), pour s'établir à 91 911 €. Si plus de 70 % des exploitations dégagent un revenu supérieur à deux SMIC nets, près de 20 % des éleveurs se rémunèrent à un niveau inférieur au SMIC.

La situation financière reste globalement favorable. Le taux d'endettement poursuit sa décrue (- 3 points), la trésorerie nette est multipliée par six, et le fonds de roulement, bien qu'en léger recul, permet toujours de couvrir près de quatre mois de dépenses annuelles.

Dispersion des exploitations selon le revenu disponible par UTAF en 2024



Résultat d'exploitation moyen (en € courants/année)



Perspectives 2025

En 2024, le marché porcin mondial a évolué dans un climat contrasté. La demande s'est repliée en Chine et au Brésil, tandis que les États-Unis ont bénéficié d'un marché intérieur dynamique. La baisse des coûts de production (aliments, céréales, soja) a offert un peu de répit aux éleveurs, mais les incertitudes commerciales sont restées présentes, notamment avec la Chine.

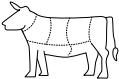
En Europe, depuis le début de l'année 2025, les cours sont élevés (> 2 €/kg), mais la consommation a déçu. L'alourdissement des carcasses a renforcé l'offre, et les hausses de prix ont été inégales selon les pays : marquées en Allemagne, modérées en Espagne et en France. Les marges ont progressé légèrement.

En France, la production porcine a amorcé un rebond (+ 1 %), sans retrouver les niveaux d'avant-crise. Le recul des effectifs truies s'est poursuivi (- 1,8 %) et la consommation par habitant a légèrement progressé (+ 1 %), malgré des achats ménagers en baisse. Le solde commercial s'est détérioré, en volume comme en valeur.

Pour 2025-2026, la détente sur les coûts de production pourrait se poursuivre, dans le sillage de la baisse des cours des céréales et des tourteaux. La prolongation de l'enquête chinoise sur le porc européen repousse l'éventualité de mesures restrictives, sans la lever. Dans un contexte de volatilité persistante des marchés et d'incertitudes géopolitiques, la capacité des producteurs à maîtriser leur prix de revient conditionnera la rentabilité. La prudence restera de mise dans les stratégies de production et d'investissement.

VIANDE BOVINE

356 exploitations - clôtures de janvier à décembre 2024

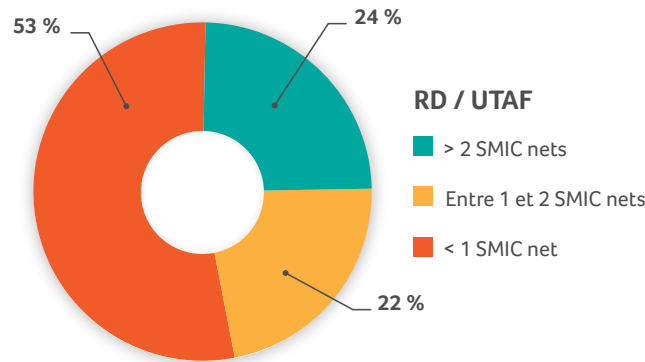
	1,33 UTH	↔	=
	105 ha de SAU	↔	=
	dont 82 ha de prairies	↔	=
	65 vaches allaitantes	↔	=
	129 UGB	↔	=
	Prix du brouillard : 1 022 € / tête	↑	+ 3 %
	Prix de la vache allaitante : 2 203 € / tête	↑	+ 3 %
	Prix du bœuf : 2 187 € / tête	↓	- 3 %
	Prix du taurillon : 2 383 € / tête	↔	+ 1 %
	Valeur ajoutée / produit brut : 35 %	↔	=
	Revenu disponible / UTAF : 19 534 €	↓	- 13 %
	Capital d'exploitation / UTH : 327 370 €	↓	- 5 %
	Taux d'endettement : 37 %	↔	=
	Trésorerie nette globale : + 16 382 €	↑	+ 93 %
	Fonds de roulement / mois de dépenses : 6,6	↔	+ 0,3 mois

2024 est une année de stabilité pour l'élevage bovin normand, qui bénéficie d'une conjoncture toujours favorable sur les prix de vente des animaux. Cependant, plus de la moitié des exploitations ne parviennent pas à rémunérer leur main-d'œuvre familiale au-delà du SMIC.

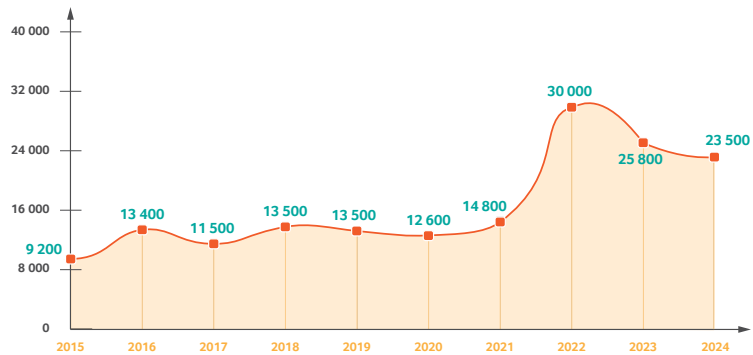
L'exploitation moyenne évolue peu entre 2023 et 2024. La main-d'œuvre reste essentiellement familiale (1,19 UTH sur les 1,33 UTH de l'exploitation).

Le produit est stable, la hausse du produit bovins (+ 7 %) compensant la baisse du produit des cultures. Les charges opérationnelles reculent légèrement (- 3 %), sous l'effet de la baisse du coût des engrais (- 11 %) et des aliments du bétail (- 10 %). Les charges de structure augmentent davantage (+ 5 %), malgré la baisse du poste carburants (- 6 %). L'EBE recule de 3 %. À 50 300 € en moyenne, il permet de faire face aux annuités, stables, aux prélèvements privés et de dégager une marge de sécurité qui vient conforter la situation financière, globalement bonne. Les investissements augmentent. La situation nette est en moyenne de 257 500 € / UTAF. Elle s'est appréciée de 3 % sur l'année. La transmissibilité des exploitations est un enjeu pour l'avenir de la production.

Dispersion des exploitations selon le revenu disponible par UTAF en 2024



Résultat d'exploitation moyen (en € courants/année)



Perspectives 2025

La hausse des prix de vente se poursuit depuis le début de l'année 2025, à des niveaux historiquement hauts et pour toutes les catégories. Le manque d'offre soutient les prix des bovins et de la viande bovine, en France comme en Europe. Cela s'inscrit dans une tendance structurelle, avec une réduction du cheptel de 542 000 vaches allaitantes (et 440 000 vaches laitières) depuis 7 ans. Les épizooties (MHE, FCO), générant des problèmes de fertilité et une hausse de la mortalité, ont amplifié ce phénomène. Par ailleurs, la bonne conjoncture laitière encourage les éleveurs à limiter les réformes, ce qui réduit là encore les abattages. Ces derniers mois, le prix de la viande de race laitière a d'ailleurs davantage augmenté qu'en race à viande. La pénurie de brouillards entraîne la hausse de leur prix, et renchérit les charges des élevages d'engraissement. Cela invite à s'assurer des conditions de la rentabilité de ces élevages.

Un point d'attention est l'évolution de la demande. Structuellement, celle-ci recule. Les Français consomment 21 kg de viande bovine par an, c'est 4 kg de moins qu'en 2000. Ce fléchissement s'amplifie sous l'effet de la hausse des prix : FranceAgriMer note ainsi que la consommation a baissé de 3,5 % sur un an sur les 4 premiers mois de 2025. Et il y a toujours plus de viande bovine transformée (hachée, élaborée ou incorporée dans des plats préparés) dans l'assiette des Français : 61 % de la consommation, + 4 points en 5 ans (IDEL). Les consommateurs s'orientent vers des viandes plus abordables, comme le montre l'essor du poulet. Face aux évolutions de consommation, il s'agit de réussir à mettre en avant la viande bovine française, en valorisant ses atouts qualitatifs et sa diversité.

CULTURES CÉRÉALIÈRES

480 exploitations – Clôtures de juillet 2024 à juin 2025

	1,35 UTH	↔	=
	145 ha de SAU	↔	=
	dont 84 ha de céréales	↔	- 2 %
	dont 26 ha d'oléagineux	↘	- 4 %
	dont 4 ha de protéagineux	↘	- 14 %
	7,0 T/ha de rendement blé	↘	- 11 %
	Prix de vente du blé : 194 €/T	↘	- 12 %
	6,3 T/ha de rendement orge	↘	- 21 %
	Prix de vente de l'orge : 174 €/T	↘	- 14 %
	3,0 T/ha de rendement colza	↘	- 5 %
	Prix de vente du colza : 463 €/T	↔	=
	1 012 €/ha de marge brute globale d'exploitation	↔	=
	Valeur ajoutée / produit brut : 26 %	↔	- 1 point
	Revenu disponible / UTAF : 9 658 €	↘	- 24 %
	Capital d'exploitation / UTH : 403 090 €	↘	- 4 %
	Taux d'endettement : 51 %	↔	+ 2 points
	Trésorerie nette globale : 31 578 €	↘	- 24 %
	Fonds de roulement / mois de dépenses : 7,91	↘	- 0,8 mois

Les résultats des systèmes spécialisés en céréales et oléo-protéagineux pour la récolte 2024 sont au plus bas depuis la récolte catastrophique de 2016. Ils atteignent 12 400 €, en léger repli par rapport à la récolte 2023. Les deux campagnes exceptionnelles de 2021 et 2022 sont loin et la courbe des résultats des dernières années présente de fortes similitudes avec les montagnes russes !

L'effet cumulé d'une baisse des prix et des rendements des principales cultures pour la deuxième année consécutive a pour conséquence un recul du produit de 7 %.

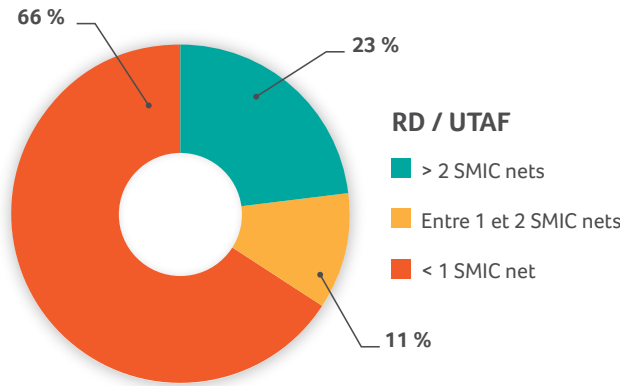
Les charges opérationnelles baissent de 13 % sous l'effet de la baisse de 37 % du poste engrais, dont la flambée avait été vertigineuse sur les deux dernières campagnes (+ 60 % en 2022 et + 44 % en 2023). Cependant, ce poste reste en hausse de 50 % par rapport à 2021.

En revanche, après plusieurs années de hausse historique des charges de structure, dans un contexte d'inflation généralisée, celles-ci se stabilisent sur cette campagne.

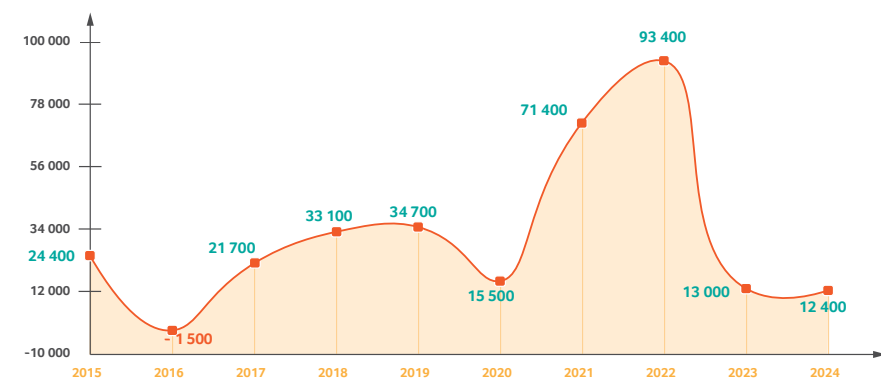
Le revenu disponible qui en résulte recule de 24 % pour atteindre 9 600 € par actif familial. Inférieur au SMIC, il ne permet pas de faire face aux prélèvements privés de l'année.

Le taux d'endettement se dégrade de 2 points pour atteindre près de 51 %, tandis que le fonds de roulement recule de 9 % et couvre moins de 8 mois de dépenses annuelles.

Dispersion des exploitations selon le revenu disponible par UTAF en 2024



Résultat d'exploitation moyen (en € courants/année)



Perspectives 2025

La campagne 2024-2025 se termine avec des perspectives de stocks de céréales en recul, principalement en maïs et dans une moindre mesure en blé. Si les niveaux de productions atteints sur cette campagne sont très corrects, la dynamique de la consommation mondiale explique cette contraction des stocks.

Sur la campagne 2025-2026, la production mondiale de céréales devrait connaître un niveau record, notamment en maïs et en blé selon le Conseil International des Céréales. Les perspectives d'évolution des stocks sont contrastées, avec une contraction en blé et une hausse en maïs.

En colza, le bilan est plus tendu, avec une production mondiale 2024-2025 en recul de 5 % et une forte baisse des stocks canadiens, qui ne laisse pas la place à une mauvaise récolte. Pour le moment, les perspectives sur la campagne 2025-2026 sont meilleures mais ne devraient pas permettre aux stocks de se redresser. La volatilité est forte sur ce marché, bousculé par les tensions géopolitiques et leur incidence sur le marché du pétrole.

La compétitivité des productions européennes se trouve actuellement pénalisée par une parité euro/dollar défavorable alors que les perspectives de récolte des pays de la mer Noire devraient les rendre très présents sur les marchés mondiaux.

Malgré des coûts de production en baisse pour la récolte 2025 avec le recul du prix des engrais, les agriculteurs français devraient difficilement couvrir leur prix de revient avec les cours actuels et dans un contexte de concurrence accrue sur la prochaine campagne.

CULTURES INDUSTRIELLES

346 exploitations - clôtures de juillet 2024 à juin 2025

	1,78 UTH	↔	+ 1 %
	155 ha de SAU	↔	+ 1 %
	dont 71 ha de céréales	↘	- 5 %
	dont 18 ha d'oléagineux	↘	- 5 %
	dont 1,4 ha de protéagineux	↗	+ 36 %
	dont 22 ha de lin	↗	+ 13 %
	dont 10 ha de betteraves	↗	+ 4 %
	dont 5 ha de pommes de terre	↗	+ 9 %
	6 130 €/ha de produit lin	↔	=
	3 270 €/ha de produit betteraves	↘	- 12 %
	9 813 €/ha de produit pommes de terre	↘	- 5 %
	2 143 €/ha de marge brute globale d'exploitation	↗	+ 4 %
	Valeur ajoutée / produit brut : 41 %	↔	+ 1 point
	Revenu disponible / UTAF : 86 462 €	↘	- 1 %
	Capital d'exploitation / UTH : 549 347 €	↗	+ 3 %
	Taux d'endettement : 46 %	↔	+ 1 point
	Trésorerie nette globale : 85 418 €	↔	+ 2 %
	Fonds de roulement / mois de dépenses : 8,8	↘	- 0,3 mois

Les produits de la récolte 2024 des systèmes avec des cultures industrielles (lin, betteraves, pommes de terre) sont globalement stables par rapport à la récolte 2023, mais ils sont contrastés. 45 % des surfaces sont semées en céréales dont les produits se dégradent (baisse des rendements et des prix). La réduction des surfaces de céréales renforce la baisse du produit céréales (- 4 000 €). Le colza a un produit stable (baisse de rendement et hausse des prix).

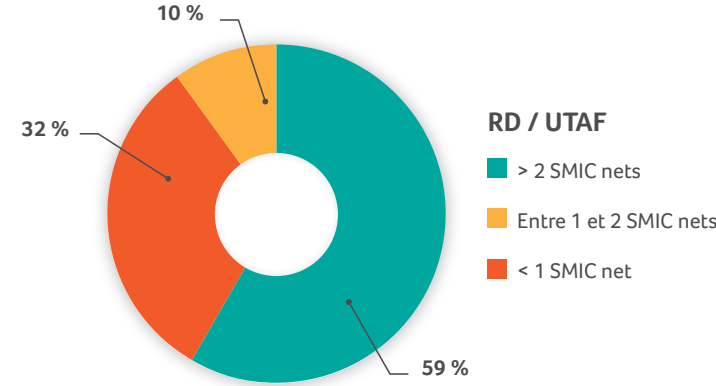
Les cultures industrielles valorisent 37 % de la SAU (+ 3 points en un an). Ces cultures dégagent des produits par hectare élevés qui compensent la baisse des produits céréales (+ 37 000 €). Les tendances d'évolution des produits des cultures industrielles 2024 sont les suivantes : pour le lin, hausse des surfaces et du rendement, baisse des prix ; betteraves à sucre et pommes de terre : baisse du rendement et des prix.

Les intrants des cultures baissent de - 11 % (- 90 €/ha). Les engrais baissent de 33 % (- 150 €/ha), alors que la charge des semences et produits phytosanitaires augmente avec la part des cultures industrielles. La marge brute globale dégagée par ces exploitations diversifiées augmente de + 5 % (+ 120 €/ha avant travaux par tiers).

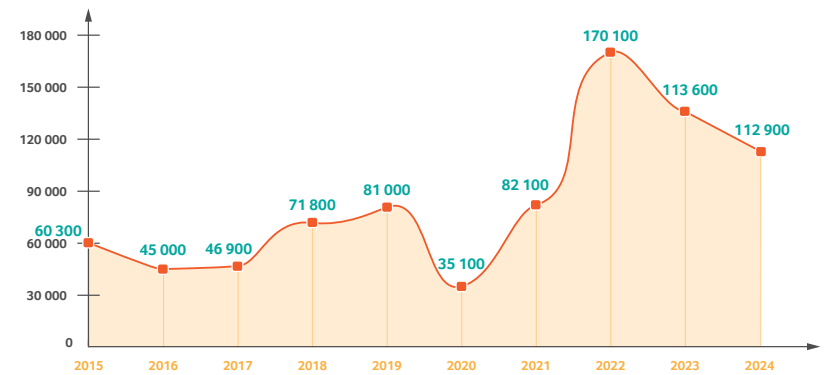
Les charges de structure sont à nouveau en hausse significative (+ 9 %, + 140 €/ha). Cela dégrade le résultat courant qui est quasi stable, à un bon niveau, voisin de 700 €/ha. Le revenu disponible par actif familial se maintient à un niveau élevé comparé aux autres systèmes.

L'analyse séparée des exploitations avec pommes de terre fait apparaître un revenu disponible deux à trois fois supérieur aux exploitations sans pommes de terre.

Dispersion des exploitations selon le revenu disponible par UTAF en 2024



Résultat d'exploitation moyen (en € courants/année)



Perspectives 2025

Les marchés des cultures industrielles de printemps sont incertains. La météo 2025 a permis des semis précoces et les pluies qui ont suivi permettent d'envisager de bons rendements. Ces cultures sont néanmoins soumises à un risque permanent de déficit hydrique et de grêle dans le contexte du réchauffement climatique global.

La très bonne rentabilité du lin ces dernières années favorise l'augmentation des surfaces. L'abondance de la récolte 2024 a fait revenir le prix des fibres longues autour de 4 €/Kg. Un enjeu majeur de la filière est d'approvisionner le marché en quantité et en qualité sans « à-coup », ce qui nécessite de pouvoir stocker plus d'un an de récolte. Une démarche de certification « Masters of Flax Fibre » est en cours pour valoriser cette fibre naturelle. Le lin d'hiver se développe.

Le marché des pommes de terre est en demande de volumes supplémentaires. Plusieurs projets de construction d'outils de transformation en frites et chips sont en cours dans le nord de la France. Ils permettront de créer davantage de valeur ajoutée sur le territoire. L'enjeu de la filière est d'accompagner la demande sans la précéder pour éviter une chute des prix.

Quant aux betteraves à sucre, après la bonne valorisation des betteraves au cours de la récolte 2024, les prix attendus pour la récolte 2025 sont en baisse (30 à 35 €/t), dans un marché dominé par le géant brésilien. Les enjeux de la filière : décarbonation et durabilité.

VOLAILLES

48 exploitations - clôtures de janvier 2024 à décembre 2024

	1,52 UTH		- 1 %
	39 ha de SAU		+ 4 %
	dont 15 ha de cultures de vente		+ 6 %
	Prix du poulet standard : 2,51 € / tête		- 3 %
	Nombre de volailles vendues : 80 019		- 12 %
	Valeur ajoutée / produit brut : 24 %		+ 4 points
	Revenu disponible / UTAF : 11 695 €		+ 67 %
	Capital d'exploitation / UTH : 288 176 €		- 5 %
	Taux d'endettement : 65 %		- 6 points
	Trésorerie nette globale : - 198 €		+ 99 %
	Fonds de roulement / mois de dépenses : 2		- 0,7 mois

La composition des exploitations avicoles évolue peu entre 2023 et 2024, en dehors d'une légère augmentation de la surface en cultures de vente.

Dans la même veine que 2023, 2024 confirme la reprise de la production avicole, avec le poulet comme produit dominant.

À l'échelle nationale, pour 2024, les volumes produits sont en hausse de 12,9 % et le prix en baisse de 5,7 % d'après l'INSEE. À l'échelle de la Normandie, sur les exploitations de cet observatoire, les prix sont logiquement en baisse et les volumes produits sont en diminution également.

Enfin, la consommation a également progressé, avec une augmentation de 4,6 % des achats de poulet par les ménages entre 2023 et 2024.

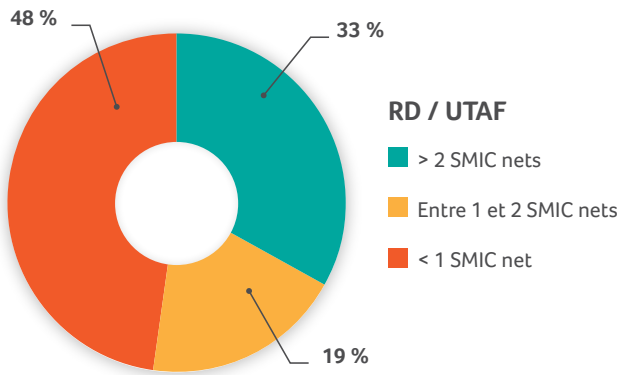
Malgré la baisse des prix et des volumes, la rentabilité s'améliore nettement au niveau de la valeur ajoutée notamment. Cela résulte principalement d'une baisse du poste aliment de 13,5 %.

Le revenu disponible traduit également cette tendance haussière. Néanmoins, près de la moitié des exploitations restent sous le seuil d'un SMIC net par exploitant. Un tiers des exploitants retire plus de 2 SMIC de son activité, ce qui montre une forte disparité des revenus. Cet écart peut s'expliquer par des systèmes plus performants techniquement ou par une bonne maîtrise des investissements.

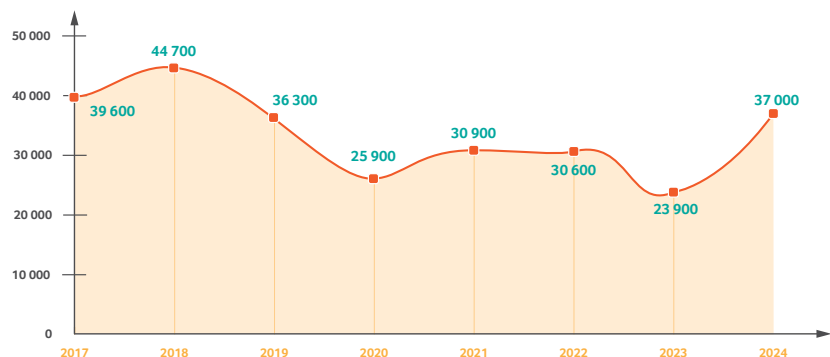
La marge de sécurité s'améliore de 54 % même si elle reste négative de - 12 453 €. Cette forte variation s'explique malgré des annuités plus importantes par un EBE plus élevé et des prélèvements privés plus faibles.

Enfin, la situation financière s'assainit au travers de la trésorerie nette en amélioration, mais elle reste néanmoins sensible.

Dispersion des exploitations selon le revenu disponible par UTAF en 2024



Résultat d'exploitation moyen (en € courants/année)



Perspectives 2025

La production de viande de volaille en Europe a augmenté de plus de 5 % sur les deux premiers mois de 2025, par rapport à la même période en 2024, notamment en France.

Les exportations européennes sont en progression de 9 % en volume et 10 % en valeur par rapport à 2024. Du côté des importations, l'Union européenne a accueilli près de 6 % de volumes supplémentaires en janvier 2025, pour une valeur en hausse de 30 %.

Si la consommation de volailles en France a atteint un niveau record en 2024, cette tendance se poursuit en 2025, avec une demande toujours forte malgré les hausses de prix. En effet, à mi-mai 2025, le prix moyen européen du poulet de chair a atteint 290,25 € / 100 kg (+ 7,3 % par rapport à la même période en 2024). Ainsi, le marché européen est bien positionné à l'échelle mondiale.

Entre le 1^{er} octobre 2024 et le 6 mai 2025, 513 foyers d'influenza aviaire ont été détectés dans 17 États membres, entraînant l'abattage de plus de 21 millions d'oiseaux. Les élevages de canards, de dindes et de poules pondeuses sont les plus touchés.

De plus en plus d'acteurs de la filière avicole s'engagent à améliorer le bien-être animal et à adopter des pratiques durables. Cela inclut des élevages en plein air et des méthodes respectueuses de l'environnement, répondant ainsi aux attentes croissantes des consommateurs pour des produits éthiques et de qualité.

Les professionnels de la filière avicole s'inquiètent de la capacité du secteur à répondre à la demande croissante sans un soutien renforcé. Les mesures d'accompagnement à moyen et long terme seront cruciales pour stabiliser le marché et garantir une production durable.

Dans un contexte plutôt porteur pour la filière avicole, forte de meilleurs résultats pour 2024 et possiblement aussi pour 2025, les défis à relever restent importants. Un des enjeux sera de réussir à maintenir des structures performantes tout en limitant l'investissement et en maîtrisant les charges. Ce sera également de tendre vers des pratiques plus durables et répondre aux attentes des consommateurs.

Ils nous ont fait confiance



Association des producteurs de fromages AOP de Normandie



Chambres d'Agriculture de Normandie



Conseil des Chevaux de Normandie



Conseil National Cerfrance



EQUICER



NAUTIL, Mer et Gestion

Lexique

Ha	Hectare
L	Litre
SAU	Surface Agricole Utile
SFP	Surface Fourragère Principale
SMIC	Salaires Minimum Interprofessionnel de Croissance
T	Tonne
UE	Union Européenne
UGB	Unité Gros Bétail
UTAF	Unité de Travail Annuel Familial
UTH	Unité de Travail Humain

Source des graphiques et tableaux présentés dans cet observatoire : Cerfrance – Traitement Atelier des Études Économiques, Références, Veille et Prospective

Comité de rédaction :

Benjamin CRIKELAIRE
Benjamin FLEUREAU
Baptiste FOS
Élise GUERIN
Mélanie JUGÉ
Didier ROINSON

Contact : aee@nm.cerfrance.fr

Site : normandiemaine.cerfrance.fr/latelier/

L'atelier



des Etudes Economiques

Cerfrance Normandie Maine

30-32 rue Quadrant
Immeuble Le MAGELLAN
14123 FLEURY-SUR-ORNE